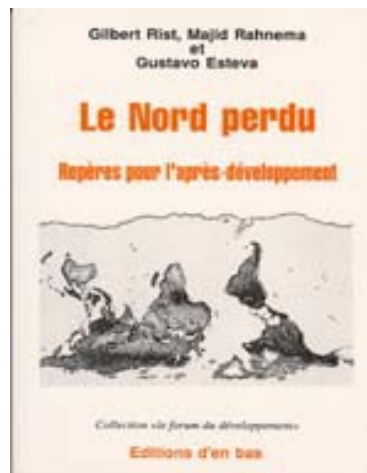


Observatoire du Management Alternatif  
Alternative Management Observatory

Fiche de lecture

**Le Nord Perdu**  
**Repères pour l'après-développement**  
Gilbert Rist, Majid Rahnema, Gustavo Esteva  
1992



Maëlle Bouquet – Mai 2012  
Majeure Alternative Management – HEC Paris – 2011-2012

## **Le Nord perdu. Repères pour l'après-développement**

*Cette fiche de lecture a été réalisée dans le cadre du cours « Histoire de la critique » donné par Ève Chiapello et Ludovic François au sein de la Majeure Alternative Management, spécialité de troisième année du programme Grande École d'HEC Paris.*

Éditions d'en bas, Lausanne, 1992  
Première date de parution de l'ouvrage : 1992

**Résumé :** Cet ouvrage concentre les débats et réflexions d'intellectuels issus de pays du Sud au sujet de la question du développement. Le modèle développementaliste imposé par les pays du Nord est remis en question et doit arriver à son terme, pour laisser les pays du Sud construire leur propre modèle.

**Mots-clés :** Développement, Critique, Après-Développement, Sud, Nord

---

## **Le Nord perdu. Repères pour l'après-développement** *The Lost North. Landmarks for a post-development era (free translation)*

*This review was presented in the “Histoire de la critique” course of Eve Chiapello and Ludovic François. This course is part of the “Alternative Management” specialization of the third-year HEC Paris business school program.*

Editions d'en bas, Lausanne, 1992  
Date of first publication : 1992

**Abstract:** This book focuses on debates and reflections of intellectuals from developing countries about the issue of development. The developmentalist model dictated by the North is challenged and must reach its end to let developing countries build their own model.

**Key words:** Development, Criticism, After Development, North, South

### Charte Éthique de l'Observatoire du Management Alternatif

Les documents de l'Observatoire du Management Alternatif sont publiés sous licence Creative Commons <http://creativecommons.org/licenses/by/2.0/fr/> pour promouvoir l'égalité de partage des ressources intellectuelles et le libre accès aux connaissances. L'exactitude, la fiabilité et la validité des renseignements ou opinions diffusés par l'Observatoire du Management Alternatif relèvent de la responsabilité exclusive de leurs auteurs.

## Table des matières

<b>1. Les auteurs et leur œuvre.....</b>	<b>4</b>
1.1. Brèves biographies des auteurs.....	4
1.2. Contexte de l'écriture de l'ouvrage.....	5
<b>2. Résumé de l'ouvrage.....</b>	<b>6</b>
2.1. Plan de l'ouvrage.....	6
2.2. Principales étapes du raisonnement et principales conclusions .....	7
2.2.1. Faut-il en finir avec le développement ? Gilbert Rist, Suisse.....	7
2.2.2. Vers l'ère du redéveloppement – Gustavo Esteva, Mexique.....	10
2.2.3. De l'homo œconomicus au développement et à l'aide : l'histoire d'un autre sida – Majid Rahnema.....	12
2.2.4. Conclusion.....	14
<b>3. Avis de l'auteur de la fiche. ....</b>	<b>15</b>
<b>4. Bibliographie des auteurs .....</b>	<b>17</b>
4.1. Bibliographie de Gilbert Rist.....	17
4.2. Bibliographie de Majid Rahnema.....	17
4.3. Bibliographie de Gustavo Esteva.....	17
<b>5. Références .....</b>	<b>19</b>

# 1. Les auteurs et leur œuvre

## 1.1. Brèves biographies des auteurs.

**Gilbert Rist** est professeur à l'Institut de Hautes Études Internationales et du Développement à Genève. Il est aussi président du conseil de la Fondation Christophe Eckenstein pour l'étude des relations avec le Tiers Monde, membre du Réseau Nord-Sud Cultures et Développement et coordinateur du groupe « Culture et développement » de l'EADI (association européenne des Instituts de recherche et de formation en matière de développement).

**Majid Rahnema** est un diplomate et ancien ministre iranien né en 1924 à Téhéran. Il exerça de nombreuses hautes fonctions diplomatiques : représentant de l'Iran à l'Organisation des Nations Unies (ONU) durant douze années successives, de 1957 à 1971. Il a également été membre du Conseil de l'Université des Nations Unies de 1974 à 1978 et enfin représentant-résident de l'ONU au Mali. Ministre des Sciences et de l'enseignement supérieur sous le régime du Shah, de 1967-1971. Majid Rahnema fonde un Institut d'études du Développement Endogène en 1971 pour entamer un projet de développement de base avec les paysans de Lorestan. A partir de 1993 et durant six années, il enseigne à l'Université de Californie à Berkeley, puis au Claremont Colleges de Pitzer. En s'installant à Paris, il devient professeur à l'Université Américaine de Paris.

**Gustavo Esteva** est un haut fonctionnaire du Gouvernement mexicain de 1960 à 1975. Il est aussi professeur à l'université et chercheur indépendant. Il reçut le prix national d'économie à Mexico en 1978. Ancien Président de l'Association mexicaine de planification et ancien Vice-Président de l'Association inter-américaine de planification, il fut également membre du Conseil et Président par interim de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social. Il est aussi journaliste et animateur d'un large réseau d'organisations de base.

## 1.2. Contexte de l'écriture de l'ouvrage.

La Fondation Eckenstein a organisé un colloque du 6 au 9 mars 1990 à Cartigny en Suisse, sous le titre « Vers l'ère de l'après-développement ? ». Ce colloque a réuni des intellectuels de pays du Sud ayant œuvré pour les politiques de développement, mais qui, après leur expérience pratique de ces politiques, en ont désormais un regard critique et réfléchissent à de nouvelles manières de penser la richesse et la pauvreté. Ce livre reflète les débats et échanges qui se sont déroulés tout au long de ce colloque, dans le but de **penser autrement** les problèmes que l'on considère, depuis quarante ans, comme « liés au développement ». Ce nouveau regard sur les moyens d'améliorer les conditions de vie des habitants des pays pauvres s'efforce de comprendre leur réalité et de s'ancrer dans la pratique. Gilbert Rist, Gustavo Esteva et Majid Rahnema ont chacun contribué à un chapitre de ce livre. Le premier chapitre, écrit par Gilbert Rist, tente de faire la synthèse des débats et échanges ayant eu lieu pendant ce colloque, des constats et conclusions qui en ont émergé. Cet ouvrage de 175 pages prend la forme d'un essai sur le développement.

## 2. Résumé de l'ouvrage

### 2.1. Plan de l'ouvrage

I/ Gilbert Rist: « Faut-il en finir avec le développement ? »

- Regarder, penser et faire autrement
- Le « développement » vu d'en haut ou au ras du sol
- Le discours sur l'interdépendance: une illusion dangereuse
- Faut-il en finir avec le développement ?
- Vers de nouvelles formes de vie politique
- Les conditions et les pièges de la solidarité
- Changer les mots pour changer les faits ?
- Constats et espoirs

II/ Gustavo Esteva: « Vers l'ère de redéveloppement »

- La fin du dessein du président Truman
- Le revirement
- Redévelopper le monde
- Brouiller la nouvelle prise de conscience
- Démanteler le savoir et le pouvoir
- Empêcher le redéveloppement
- Au-delà l'après-développement

III/ Majid Rahnema: « De l'*homo œconomicus* au développement et à l'aide: l'histoire d'un autre SIDA »

- Étranges ressemblances
- Des espaces vernaculaires, cibles du SIDA II
- L'irrésistible ascension de l'*homo œconomicus*
- Colonialisme, économisation et développement
- Une conception volontariste et ethnocentrique du développement
- « Ressources » qui en épuisent la source
- Quand les ressources étouffent à la fois le corps social et l'économie
- Un développement qui menace ses populations cibles et leur environnement
- Les 3 métamorphoses de l'aide
- Processus d'acquisition de l'immunodéficiences culturelle
- Les mouvements de base

## 2.2. Principales étapes du raisonnement et principales conclusions

### 2.2.1. Faut-il en finir avec le développement ? Gilbert Rist, Suisse

La pensée dominante voit le « **développement** » comme un processus naturel et nécessaire qui permettra à tous d'atteindre l'abondance. Dans son sens moderne, la pauvreté est définie par opposition à la richesse matérielle et est mesurable par l'écart entre ce dont disposent les riches et ce que possèdent ceux qui vivent dans le dénuement. Et cette pauvreté ne fait que croître avec la l'industrialisation et l'ère du développement. Cependant, les définitions de « riche » et de « pauvre » peuvent être vues sous un autre angle et n'ont pas toujours eu ces significations associées uniquement à la possession de biens matériels. Certaines populations que l'on considère comme pauvres ne se considèrent pas elles-mêmes comme pauvres, car vivant en paix avec elles-mêmes et au sein d'un groupe social. Quelles sont les conséquences de fait de catégoriser des sociétés entières sous l'étiquette de « pauvres » ? La « pauvreté mondiale », définie par Truman en 1949 est une « construction » rendue nécessaire pour justifier l'aide internationale. Sans pauvres « étiquetés », nul besoin d'aide et de plans de développement. Mais ces populations catégorisées comme pauvres, car sans richesses matérielles, ne se considéraient souvent pas comme telles. L'introduction de ce concept de pauvreté allant de pair avec celui de développement a finalement converti des sociétés riches de leurs liens sociaux (mais certes frugales) en sociétés assistées et dépendantes. Quant au concept de développement, il est souvent associé à celui de progrès et on ne met souvent en avant que ses bénéfices : progrès technique, développement économique, augmentation du niveau de vie, etc. Mais nous oublions souvent de prendre en considération les « pertes » liées au développement : perte de valeurs, exploitation des ressources, des hommes, etc. Gilbert Rist insiste sur la nécessité « d'ouvrir une autre fenêtre », d'analyser la réalité sous un autre angle, de ne pas s'abandonner au diktat de l'opinion générale. La solution du développement peut être finalement vue comme un problème.

L'auteur remet d'abord en question « **l'interdépendance** » qui est une des justifications des politiques de développement et des accords de coopération internationale. Certaines voix critiques s'élèvent face à cette question d'interdépendance, montrant que celle-ci sert à justifier les stratégies internationales, alors qu'elle n'est qu'une illusion. Les relations entre

pays du Nord et du Sud sont bien plus faibles que ce que l'on croit. Les flux commerciaux et financiers entre le Nord et le Sud diminuent. L'interdépendance n'est pas réciproque, mais imposée d'en haut et concerne essentiellement les classes dominantes du Nord et du Sud ; pour les autres (habitants de bidonvilles, paysans, etc.), les stratégies construites au nom de l'interdépendance ne sont souvent qu'un fardeau en plus : ce sont les premiers à être contraints à faire des sacrifices pour rembourser la dette du pays alors qu'elle ne leur aura apporté aucun bénéfice. Finalement, ce n'est que la poursuite de façon plus invisible, de la colonisation et de l'exploitation. Pourtant, il y a un domaine où l'interdépendance existe bel et bien, c'est celui de l'écologie, qui par définition est globale. Mais encore une fois, au nom du développement et de la croissance, la production industrielle n'est pas remise en question, alors qu'elle est un des facteurs de pollution et de destruction de l'environnement. La pensée dominante juge que l'avenir des pays du Sud ne peut se voir que comme un rattrapage des pays industrialisés, c'est-à-dire produire plus, en exploitant toujours plus de ressources.

Au lieu de penser à imiter le modèle des pays industrialisés et de vouloir à tout prix intégrer le marché international, les pays du Sud pourraient inventer leur propre modèle de production matérielle ou encore de structure de pouvoir. Le développement se fait au nom de valeurs économiques et monétaires. Les pays du Nord poussent les pays du Sud à produire pour exporter, jusqu'au jour où il n'y a plus de débouchés pour l'exportation (du Sud vers le Nord) et où les pays du Sud, à force de se concentrer sur l'exportation, ne peuvent plus nourrir leurs populations et deviennent alors dépendant de l'aide alimentaire internationale. D'ailleurs, face aux échecs des plans de développement, à la marginalisation de certaines populations et de certains pays, aux crises auxquelles ils font face, d'autres formes d'organisation et de vie politique ont vu le jour, comme les réseaux de femmes au Mexique pour l'approvisionnement alimentaire. Face à une situation de crise, les populations les plus démunies ont la capacité de s'organiser elles mêmes en faisant partir le pouvoir par la base.

Ensuite vient la question de la **solidarité** qui peut être un véritable piège. La solidarité et le don entre États sont apparus dans les années 1950, c'est donc une relation « financière » assez moderne. Parallèlement, la pauvreté est devenue le trait dominant de certaines nations. La solidarité est devenue associée à l'aide internationale et au don faussement désintéressé. Et si, dans la tradition chrétienne, la gratuité est vertueuse, pour les sociétés qui reçoivent ce don, cette gratuité peut passer pour une forme de domination et d'humiliation. L'aide crée une bipolarité entre ceux qui donnent et apportent de l'aide – riches, gouvernements du Nord, Organisations Non Gouvernementales (ONG) – et qui sont actifs et ceux qui la reçoivent (pauvres, gouvernements du Sud) et qui restent passifs. Chaque acteur a son rôle déterminé, ce



qui empêche une solidarité réelle. Pour pouvoir parler de solidarité, il faudrait que les deux parties unissent leurs efforts pour réaliser un objectif commun. Les ONG sont également au centre de ce jeu institutionnel et ont un intérêt à conserver cette relation puisque c'est ce qui justifie leur existence. Mais elles ont souvent anéanti les initiatives d'auto-organisation locales pour imposer leur aide et plonger les populations « aidées » dans l'assistanat. D'autre part, elles véhiculent dans les pays du Nord une image de populations affamées et misérables des pays du Sud, image pas toujours conforme avec la réalité. Enfin les ONG mettent en place des actions souvent éloignées des réels besoins des populations qu'elles souhaitent aider, par faute de temps passé sur le terrain. Elles oublient de s'inspirer en premier lieu de la façon dont s'exerce déjà la solidarité dans les sociétés dans lesquelles elles interviennent. La vraie solidarité c'est donner des moyens, mais laisser les personnes recevant ces moyens être maîtres de leur utilisation et de leur propre histoire. Et ces moyens ne sont pas nécessairement de l'argent.

Enfin, « *Faut-il en finir avec le développement ?* ». Il y a tout d'abord la question du mot « développement » en lui-même, de ce qu'il signifie et de son utilisation. Ce mot ne possède pas de « *dénotation* » claire, mais évoque une forme d'amélioration, de progrès, de prospérité, etc. D'où la difficulté de définir ses contours, limites et de le définir de façon précise. D'autant plus qu'il possède un caractère sacré, indispensable qui l'érige en seule « solution » aux problèmes du monde. Ce mot fait autorité et pourtant il manque de précision et de contenu : est-ce la croissance économique, le progrès social, la modernité, les investissements, le capitalisme, le socialisme, le bonheur, le remboursement de la dette, etc. ?

Il en va de même pour les termes « d'interdépendance », de « besoins », de « secteur informel », etc. Autant de mots dont le sens peut être trompeur, à connotation positive ou négative, alors que bien souvent la réalité est contraire à cette connotation. On voudrait donner à ces mots et essentiellement à celui de « développement » un sens universel censé convenir à toutes les cultures, alors qu'en y regardant de plus près, toutes ces cultures y apportent leur propre signification qui est parfois bien éloignée de ce sens commun. Ne faudrait-il donc pas commencer par changer de mots pour changer les faits ?

A cela l'auteur ajoute quatre critiques qui sont finalement quatre raisons qui justifieraient d'en finir avec le développement :

1. *Un monde qui serait entièrement développé n'est pas pensable* : tout simplement parce que les ressources sont finies d'une part et que la pollution et la gestion des déchets deviendrait insoutenable d'autre part.

2. *Le développement constitue un phénomène historique récent qui va de pair avec l'économicisation du monde.* Assigner un prix à absolument tout prive de ressources ceux qui jusqu'à présent subsistaient grâce à l'usage de biens « libres » disponibles pour tous. L'argent et la logique de marché sont devenus indispensables pour que la subsistance de chacun. Ceux ne pouvant s'intégrer dans ce monde marchand n'en sont que plus violemment rejetés.
3. *Il y a eu beaucoup de déceptions, dégâts et souffrances suite aux politiques de développement.* Les populations ont arrêté d'y mettre tous leurs espoirs et le développement de l'économie informelle en atteste. Cette forme d'économie autonome montre qu'on peut s'en sortir sans se plier aux diktats de l'économie dominante, mais en passant par un renforcement des réseaux d'échanges en tout genre. Cette forme économique permet de vivre malgré le « développement », tout en réduisant les inégalités et en procurant des satisfactions personnelles.
4. *Le mythe du développement est entretenu* par la mise en avant de pays où ça a fonctionné : le Brésil (de façon éphémère) et les dragons asiatiques. Mais une généralisation du phénomène reste improbable étant donné les problèmes que pose déjà l'écoulement des marchandises produites à bas prix.

Il faut cesser de faire tourner la société autour de l'économie et transformer le système global d'autant plus que tous les pays commencent à être atteints par des coûts sociaux et écologiques qui deviennent intenable.

### **2.2.2 Vers l'ère du redéveloppement – Gustavo Esteva, Mexique**

Truman, dans son discours de 1949, a lancé le mythe du développement : « développer les sous-développés ». L'échec et les limites (notamment écologiques) du développement ont été reconnus par les experts dans les années 1970. Mais le développement ne disparut pas pour autant, au contraire, on tenta de lui donner un nouveau souffle en parlant de « développement social », de « développement endogène ». Ces slogans donnèrent au développement des connotations positives, tandis qu'il se trouvait de plus en plus dépourvu de toute dénotation précise. Cependant, l'accroissement des écarts entre sous-développés et développés acheva de faire croire au mythe du « rattrapage » et du « développement » exprimés par Truman.

Vers 1985, les frustrations créées par les promesses non tenues du développement engendrèrent ici et là des expériences réussies à l'échelle locale mais qui ne parvinrent pas à se généraliser et finirent par relaisser la place aux idées anciennes du développement. Mais dans les années 1990 un nouveau style de développement naît : le *redéveloppement*, c'est-à-dire développer à nouveau ce qui était mal-développé ou ce qui est obsolète. Dans les pays du Sud, cette ère est marquée par la colonisation économique du secteur informel au nom de la lutte contre la pauvreté, ce qui revient finalement à tuer les initiatives de résistance organisée contre le développement. Pourquoi les mouvements populaires des années 1980 qui étaient des occasions d'opérer un changement radical en pleine crise du développement ont finalement échoué ? En effet, la plupart de leurs créations politiques servent désormais à restaurer la voie du développement. A chaque fois que les populations mettaient en œuvre des moyens d'échapper au développement, les ONG et intellectuels convertissaient ces efforts en « développement alternatif ». Finalement, ces initiatives collectives et populaires, qui visaient à reprendre en main destin et autonomie, ont été détournées par les politiques et les ONG pour les infléchir dans le sens de politiques plus traditionnelles, classiques. Ce qui entérina toute chance de réellement transformer la société.

Un des plus grands obstacles à la fin du développement réside dans les professions qui ont été créées dans le sillage du développement. Chaque profession étant une institution sociale organisée autour du principe du monopole, de l'emmagasiner et du contrôle d'un « stock de connaissances » spécifiques. Ce qui a eu pour conséquence de dévaloriser les savoirs non-professionnalisés et les savoirs « populaires ». Il y a donc une domination claire de ceux qui possèdent le savoir sur les autres. On constate une *économisation du savoir*, et ceux qui détiennent ce savoir détiennent le pouvoir. Pour l'auteur, il faudrait également interdire l'utilisation des diplômes et autres formes de reconnaissances institutionnelles du savoir qui permet de prétendre à des privilèges. Cette abolition du pouvoir donné au savoir institutionnel permettrait de réévaluer les compétences des gens sans diplôme mais possédant des savoirs et savoir-faire essentiels.

Pour Gustavo Esteva, la solution est d'empêcher le *redéveloppement* et privilégier l'*après-développement*. La modernité se fait au prix d'une répression de la tradition, en privant la vie sociale de ses racines et en imposant l'obsession idéologique de l'avenir. Cependant des « ghettos » autonomes se sont construits contre la crise du développement et dans cet objectif d'après-développement et non de redéveloppement. Ce sont ces initiatives qu'il faudrait protéger, en renforçant l'autonomie personnelle et locale. Il faut considérer l'après-développement comme un point de départ radicalement nouveau vers de nouvelles voies. Mais

cela ne signifie pas proposer un nouveau mythe qui remplacerait celui du développement. L'auteur propose d'aller vers « l'hospitalité » qui cherche à favoriser la prolifération de processus autonomes conduisant à une nouvelle construction sociale de la réalité permettant de combiner traditions et attentes par rapport à l'avenir. L'hospitalité induit que l'autonomie est privilégiée par rapport à l'hétéronomie, que l'espace domestique (vernaculaire) l'emporte sur le champ économique, que la liberté est une valeur suprême, etc.

Et pour mettre vraiment fin au développement, il faut attaquer tous les préjugés qu'il contient : l'idéologie du progrès, l'égalité car au nom de l'égalité, les pires discriminations, injustices et violences ont eu lieu ; et enfin cesser de placer l'économie au centre de la vie politique, ce qui empêche la vraie démocratie de s'exprimer. Parallèlement, il faut promouvoir des activités vernaculaires, la coexistence conviviale des hommes et femmes, la subordination de l'économie au politique et à l'éthique, la protection juridique et politique des espaces autonomes locaux gouvernés librement par les gens eux-mêmes. Et enfin enterrer pour de bon les mythes coloniaux.

### **2.2.3. De l'*homo œconomicus* au développement et à l'aide : l'histoire d'un autre sida – Majid Rahnema**

Le SIDA est devenu non seulement la maladie, mais aussi le mythe du siècle qui regroupe autant des questions d'ordre médical et préventif qu'éthique et socioculturel. Si la science et l'économie ont permis rapidement de trouver des solutions pour contrer cette maladie, ce n'est pas le cas d'une autre variété de SIDA que l'auteur appelle le SIDA II, SIDA socioculturel et écologique : le développement. Le SIDA physiologique est un virus qui est acquis par infection et qui se propage et se multiplie dans tout l'organisme attaquant principalement les cellules immunitaires. On observe une similitude avec les processus de transformation et mutation des sociétés vernaculaires : érosion du système de défense immunitaire, détruire leur diversité et imposer les lois uniques du vainqueur, destruction. Cependant, le SIDA socioculturel attaque toutes les sociétés, et principalement les sociétés vernaculaires en imposant ses règles et en annihilant ses moyens de défenses propres considérées comme obsolètes. En plus d'attaquer les sociétés, il détruit la planète, la biodiversité pour privilégier les espèces à haut rendement. L'épuisement des ressources, la déforestation, la pollution et la désertification en sont des exemples concrets.

La pensée dominante établit qu'il faut mettre fin au « sous-développement » par un projet économique moderne qui ferait confiance aux forces du progrès et remplacerait le principe de la résignation à son sort par celui de l'opulence et du confort. Mais les dernières décennies de développement montrent que ce projet économique aura surtout créé des illusions aux conséquences douloureuses et à l'accroissement du malaise des sociétés malgré la prolifération de biens produits grâce aux progrès techniques. On pense que l'économie dans son sens moderne est la réponse à tous les problèmes de la société et toutes les activités humaines peuvent produire de l'économie. Les sociétés doivent produire des choses utiles pour le grand nombre et à meilleur marché. Le marché est devenu un mécanisme purement fonctionnel et quasi abstrait. L'économie prime sur le social alors que ça devrait être l'inverse. Chacun est considéré comme un agent économique, toutes nos activités sont perçues et évaluées en terme de calcul de coût, de prix et de rendement. Les sociétés vernaculaires furent les premières à payer le coût social de l'économicisation du monde et de la prise en charge systématique de tous les espaces traditionnellement autonomes par des macro-structures (étatiques, corporatives, économiques et bureaucratiques).

Le processus d'économicisation a entraîné une désintégration de l'environnement culturel des populations cibles. On observe une colonisation « économique » des sociétés vernaculaires : il y a eu liquidation des institutions culturelles propres à une société organique suite à leur économicisation. Ce type de colonisation a parfois été plus violent pour les sociétés victimes que le colonialisme sous sa forme originelle. Finalement, le colonialisme poursuit son œuvre de destruction sous la bannière du développement économique. Ce dernier a forcé les sociétés cibles à perdre leur caractère organique et leurs moyens traditionnels de vivre pour devenir des entités efficaces, compétitives et bien gérées, capables de produire les ressources nécessaires à l'économie.

En outre, il y a une volonté de faire du développement une solution universelle sans porter attention aux particularismes et à la diversité culturelle et sociale. Et même si le développement économique permet de produire des richesses matérielles, il n'est pas en mesure d'amener à l'épanouissement du corps social dans toutes ses dimensions humaines. Les activités développées dans les sociétés vernaculaires permettaient non seulement de produire des ressources nécessaires à la vie de la communauté, mais aussi de transmettre des savoirs et savoir-faire aux enfants, de tisser des liens sociaux, etc. Or, l'économie réduit les activités uniquement en ressources auxquelles on attribue une valeur. Le développement a par ailleurs créé des inégalités et des discriminations socio-économiques encore plus fortes.

## 2.2.4. Conclusion

Malgré tous les dangers du développement et sa diffusion partout dans le monde, on voit émerger des mouvements de base, qui cherchent à réévaluer leurs besoins en terme non économiques, et qui ne font plus confiance au système qui leur a été proposé de rentrer dans la marche du « développement » et dont elles ont constaté les échecs. De plus, même si les pays du Sud semblent engagés dans la voie du « développement » c'est-à-dire l'insertion dans l'économie de marché mondialisée, ils semblent plutôt tirer leur croissance par le développement de leur marché interne plutôt que par les échanges internationaux, ce qui présage plutôt un avenir optimiste. En revanche la question des ressources limitées reste entière. Quoi que l'on fasse, l'énergie et la matière s'appauvriront tandis que pollution et déchets augmenteront. D'où un certain scepticisme vis-à-vis du « développement durable » : certes les pays du Sud vont devoir faire face à des besoins croissants, mais les problèmes posés par la croissance découlent essentiellement de l'industrialisation non seulement des pays du Nord mais aussi du Sud. Quant aux notions d'aide et de solidarité, elles sont à remettre en question.

Finalement, on en revient à l'hypothèse de départ qui est que le développement vu comme une solution universelle serait en fait le problème, ce qu'illustre Majid Rahnema au travers de cette phrase : « Lorsque'il y aura suffisamment de gens qui seront convaincus que le développement et l'aide ne peuvent guère servir leur cause, et lorsque ces derniers tiendront fermement à cette conviction, l'esprit du développement – et avec lui le grand dessein de l'*homo œconomicus* – pourra tomber comme un château de cartes ».

### 3. Avis de l'auteur de la fiche.

Cet ouvrage s'inscrit clairement dans la lignée de la critique du développement, s'attaquant aux défaillances du système d'aide et de coopération internationale mis en place à la suite du discours de Truman de 1949, aux inégalités croissantes qui en résultent, à la poursuite de la colonisation par la voie économique, à la destruction de la diversité culturelle et à l'exploitation croissante des hommes et de la Nature. Les pays pauvres se voient imposer les pratiques des pays riches au nom du sacro-saint développement et les conséquences sont plutôt catastrophiques pour les populations de ces pays ainsi que pour l'environnement. D'autre part, ces pratiques ont leurs limites, le productivisme n'apparaît plus comme la solution et pour les auteurs les pays du Sud doivent trouver leurs propres modèles et pratiques en adéquation avec leurs cultures, valeurs et logiques sociales.

Il y a plusieurs éléments intéressants dans cet ouvrage. Il est le résultat d'un colloque durant lequel de nombreux débats et échanges eurent lieu au sujet du développement et il est écrit par trois auteurs différents par leur nationalité, leur parcours, etc. Même si tous se rejoignent sur les arguments contre le développement, cela donne un mélange d'idées et de constats, exprimés différemment, chacun apportant des éléments complétant la pensée de l'autre. Le ton exprimé n'est pas vindicatif, alarmiste, ni même vraiment pessimiste. Les auteurs se contentent de constater, d'argumenter leurs critiques et tenter d'apporter des débuts de solutions mais pas de solution miracle. En revanche on peut regretter que cette effusion d'idées et de constats ne soient pas parfois plus approfondie. En outre, aucun argument ne semble s'inscrire dans le mouvement de la décroissance, ne prônant pas la frugalité, la réduction drastique de la consommation et la simplicité volontaire, mais plutôt la protection des sociétés dites vernaculaires et des mouvements populaires qui trouvent des solutions alternatives à celles proposées par le développement.

La remise en question du mot « développement » en lui-même est intéressante. Elle montre que pour remettre en question le développement et en finir avec cette volonté de développer les pays pauvres, il faudrait d'abord être capable de remettre en question ce mot, d'en donner une définition claire, qui reflète réellement ce que représente dans la réalité le développement. Il en va de-même pour la solidarité ou encore l'interdépendance. Tous ces concepts ont des connotations très positives, ils sont teintés d'humanisme, représentent la bonne volonté des organisations et gouvernements des pays riches de venir en aide aux pays pauvres. Or, ces

représentations ne sont qu'illusion et faussent notre regard sur ce qu'est réellement le développement, son imbrication dans le jeu géopolitique mondial et ses conséquences destructrices sur les populations qu'il dit aider. Finalement, Gilbert Rist tient une piste intéressante en proposant de « changer les mots pour changer les faits ». Le poids des mots et leur signification ne sont pas anodins ; au contraire, dans le cas du développement, il semble difficile de changer la vision positive que nous avons du développement, simplement en changeant de vocabulaire et d'autant plus difficile de faire changer la connotation positive de ce mot dans la pensée dominante.

Cet ouvrage apporte aussi un œil intéressant sur l'après-développement. Le but n'étant pas de revenir à la situation précédant celle des politiques de développement, mais de prendre en considération les conséquences du développement sur les sociétés et d'inventer des solutions alternatives au développement sur ces bases.

Enfin, même si ce colloque a eu lieu il y a vingt ans, les questions et constats qu'il soulève sont toujours d'actualité. En effet, le développement est loin d'être « mort », bien au contraire. La Chine et l'Inde sont sur la voie du rattrapage et possèdent désormais une industrialisation massive, les catastrophes naturelles et humanitaires de ces dernières années n'ont fait qu'accroître le poids des ONG et de la solidarité. La définition du mot développement n'a pas changé, c'est toujours la même qu'il y a vingt ans. La destruction de la biodiversité, la pollution et l'épuisement des ressources naturelles sont allés en s'accéléralant. D'où l'importance croissante attribuée au « développement durable », preuve que nous ne sommes toujours pas prêts d'en finir avec le développement.



## 4. Bibliographie des auteurs

### 4.1. Bibliographie de Gilbert Rist

1986 - *Il était une fois le développement*, co-écrit avec Fabrizio Sabelli, Editions d'En Bas, coll. « Forum du développement », Lausanne.

1982 - *La Mythologie programmée : l'économie des croyances dans la société moderne*, co-écrit avec Marie-Dominique Perrot et Fabrizio Sabelli, PUF, coll. « Économie en liberté », Paris.

2007 (1996) - *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Presses de Sciences Po, coll. « Références », Paris. Réédition.

2010 - *L'économie ordinaire entre songes et mensonges*, Presses de Sciences Po, coll. « Références », Paris.

### 4.2 Bibliographie de Majid Rahnema

1972 - *Apprendre à être*, Co-écrit avec Edgar Faure, Fayard/Unesco.

1997 - *The Post-Development Reader, compiled and introduced by Majid Rahnema with Victoria Bawtree*, Co-écrit avec Victoria Bawtree, Zed Books.

2003 - *Quand la misère chasse la pauvreté*, Fayard/Actes Sud.

2008 - *La puissance des pauvres*, Actes Sud.

### 4.3 Bibliographie de Gustavo Esteva

1980 - *Economía y enajenación [Economy and alienation]*, Biblioteca Universidad Veracruzana, México, D.F.

1982 - *La batalla en el México rural*, Siglo XXI, México.

1994 - *Crónica del fin de una era : el secreto del EZLN*, Ed. Posada, México.

**1997 - *Hope at the margins : beyond human rights and development***, co-écrit avec Madhu Suri Prakash, St. Martin's Press, New York.

**1998 - *Grassroots post-modernism : remaking the soil of cultures***, co-écrit avec Madhu Suri Prakash, Zed Books, London & New Jersey.

## 5. Références

### Articles sur internet :

« Gustavo Esteva », Wikipedia, [http://en.wikipedia.org/wiki/Gustavo\\_Esteva](http://en.wikipedia.org/wiki/Gustavo_Esteva)

« Gilbert Rist », Wikipedia, [http://fr.wikipedia.org/wiki/Gilbert\\_Rist](http://fr.wikipedia.org/wiki/Gilbert_Rist)

« Majid Rahnema », Wikipedia, [http://fr.wikipedia.org/wiki/Majid\\_Rahnema](http://fr.wikipedia.org/wiki/Majid_Rahnema)